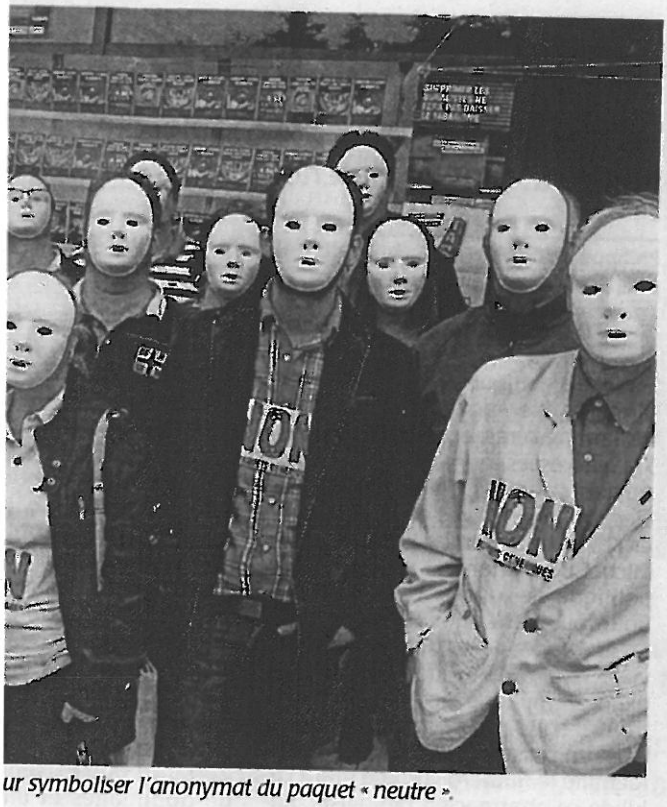

ur symboliser l'anonymat du paquet « neutre ».

paquet neutre

e le paquet de tabac générique à 10 € a n'empêchera pas les gens de fumer ».

ideau à moitié. Tout
s visuels inquiétants
u paquet « neutre ».

commerces
ore disparu »

e ce paquet à 10 € em-
s de fumer ?, interro-
nte départementale
yndicale, Brigitte Dil-
bleme se déplacerait
e augmenterait. Tous
rs ont refusé le paquet
s ne veulent pas en ra-
. La France est victime
e 30 à 40 % ».
uchent pourtant 6 %

sur les ventes de tabac : 6 % sur 10 €, c'est plus que 6 % sur 6,50 €. « *Mais ce paquet risque de provoquer un effondrement des ventes* », craint Joël Petit, le trésorier de la Chambre. Brigitte Dilhet rappelle la courbe inquiétante : « *On était 414 dans le département en 2006, on n'est plus que 341. Trois commerces ont encore disparu la semaine passée : à Querré, à Vaudelnay et à Ambillou-Château* ». Pour les commerces qui ne font pas bar, le tabac représente 60 % du chiffre d'affaires. « *L'Etat est hypocrite*, ajoute la présidente. *S'il voulait vraiment lutter contre le tabac, il faudrait arrêter de vendre des cigarettes. Mais cela lui rapporte tellement d'argent* ».

▶ Administration. Les trésoreries locales ferment « à marche forcée »

Angers, hier. *De gauche à droite, Christel Lucas et Michel Gillard (FO), Dalila El Mezdari (Solidaires), Vincent Scheider (CFDT) et Philippe Bellanger (CGT)*

Quatre trésoreries angevines doivent fermer au 1er janvier 2016. Plusieurs syndicats dénoncent un plan « sans réflexion ni débat » qui éloigne le citoyen du service public.

« *Sarkozy, Hollande, c'est la même politique, elle s'amplifie même* ». Réputés plutôt à gauche, plusieurs syndicats des Finances publiques (FO, CFDT, CGT, Solidaires) ne font plus de distinction. Pour eux, la suppression annoncée de quatre trésoreries locales (Les Ponts-de-Cé, Pouancé, Candé et le Louroux-Béconnais) au 1er janvier 2016 confirme le désengagement de l'Etat.

« *En 2010, il y avait encore 35 trésoreries dans le département*, note Dalila El Mezdari (Solidaires), *il en restera 24. Ce sont des fermetures à marche forcée. On a perdu 200 agents sur 1 100 depuis 2005. On en perd encore 22 cette année. L'accueil du public se détériore. Le suivi des finances des collectivités risque de passer dans le secteur privé. D'ailleurs, notre directeur général a prévenu que les collectivités qui voudraient reprendre le service des eaux en régie ne pourraient plus être suivies* ».

L'intersyndicale redoute aussi une baisse des contrôles fiscaux. « *Le manque à gagner est déjà de 600 à 800 millions d'euros dans le département* », reprend Dalila Mezdari. « *A qui profite le crime ?* », interroge Vincent Scheider (CFDT).

Avertis, les élus ont déjà réagi. Dans les secteurs des Ponts-de-Cé et de Pouancé, plusieurs conseils municipaux ont voté des délibérations. A Candé, une pétition a déjà récolté 500 signatures. Les syndicats ont l'intention d'amplifier le mouvement du 21 au 25 septembre en sensibilisant les usagers devant les trésoreries menacées. Sollicitée, la direction départementale des Finances publiques n'a pas souhaité réagir.

s de la Région en Layon

nt 34 communes et
s).

sont à destination de partenaires situés sur le territoire.

Une réelle alternative pour gérer les terres